

Unité bidépartementale Eure-Orne
Cité administrative – Place Bonet
CS 40020 - 61013 ALENÇON cedex
Tél : 02 33 32 50 93 - Fax : 02 33 32 51 13

Alençon, le 18/03/2022

www.normandie.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUCHESNAY FRERES

ZI LA MADELEINE - rue de lieutenant ROBINSON
TINCHEBRAY
61800 TINCHEBRAY BOCAGE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement DUCHESNAY FRERES implanté ZI LA MADELEINE - rue de lieutenant ROBINSON TINCHEBRAY 61800 TINCHEBRAY BOCAGE. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUCHESNAY FRERES
- ZI LA MADELEINE - rue de lieutenant ROBINSON TINCHEBRAY 61800 TINCHEBRAY BOCAGE
- Code AIOT dans GUN : 0005302788
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise DUCHESNAY à Tinchebray fait partie du groupe DEVAUX SA. Elle fabrique et vend de l'outillage de jardin (rateaux, binettes, plantoirs...), des accessoires de cheminée (serviteurs de cheminée...) et des accessoires d'arrosage. Elle compte 40 salariés réguliers et quelques intérimaires. Son activité consiste à traiter du métal : découpage, soudure, peinture et dégraissage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de lutte contre l'incendie
- gestion des déchets dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾
situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 1.2	Lettre de suite préfectorale
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale
Certificat d'Acceptation Préalable (CAP)	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 5.1.4	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾
Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 5.1.6	Lettre de suite préfectorale
moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 8.7.2	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes sur le site	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 8.2.1	Sans objet
installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 8.3.3	Sans objet
entretien des moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 8.7.3	Sans objet
Dispositions générales -étanchéité et rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 9.1.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la gestion des bordereaux de suivi des déchets dangereux, mais aussi le suivi des appareils électriques et des extincteurs, l'exploitant est attentif à leur maintenance et à leur suivi administratif.

Cependant, des lacunes ont été constatées lors de l'inspection sur la prévention du risque incendie, notamment sur l'insuffisance des moyens en eau nécessaires à l'extinction d'un incendie. L'exploitant doit prendre la mesure des risques industriels, et notamment du risque incendie, liés à son installation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, tableau des rubriques
Prescription contrôlée : concordance de la situation administrative avec la réglementation
Constats : Suite à une modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le tableau regroupant les rubriques et les régimes concernés par l'installation est à actualiser. Délai de réponse : 1 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, présentation d'un plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan des réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédés) est établi par l'exploitant, il est régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable, daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Il doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..);- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques,) ; les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan des réseaux complet regroupant l'ensemble des éléments demandés dans l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011. Délai de transmission du plan des réseaux : 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Certificat d'Acceptation Préalable (CAP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, présentation des CAP pour le retrait des déchets dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection les certificats d'aptitude préalable des prestataires traitant ses déchets dangereux. Délai de transmission des CAP : 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, présentation des BSD et d'un registre de suivi des déchets
Prescription contrôlée : La production et l'élimination des déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les BSD sont correctement remplis et le registre de suivi est à jour. Cependant, l'exploitant doit désormais saisir son suivi de déchets dangereux sur le site: https://trackdechets.beta.gouv.fr/ Délai de mise en oeuvre : immédiate.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, FDS et état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4412-38 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant tient à disposition les FDS et tient à jour un état de ses stocks de produits utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques - suivi des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant tiendra ce rapport à la disposition de l'inspection des installations classées et conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le rapport de vérification électriques est présenté à l'inspection. Les anomalies constatées sont régulièrement traitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyen internes et moyens en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer au minimum, avant le 31 décembre 2011, des moyens externes suivants : - des poteaux incendie, situés à moins de 200 m des bâtiments par des voies praticables, permettant d'obtenir un débit d'eau de 150 m ³ /h, pendant 2 heures, quand ils sont utilisés simultanément, - si les poteaux incendies ne permettent pas d'obtenir un débit d'eau de 150 m ³ /h pendant 2 heures, ils devront être complétés par une réserve d'eau d'une capacité suffisante, réalisée conformément aux dispositions de la circulaire Interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : -> des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; -> des robinets d'incendie armés ; Dans le cas d'une ressource en eau Incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : Les moyens en eau sur le site sont très insuffisants : - absence des poteaux incendie, situés à moins de 200 m des bâtiments par des voies praticables, permettant d'obtenir un débit d'eau de 150 m ³ /h, pendant 2 heures, quand ils sont utilisés simultanément; - absence de réserve d'eau d'une capacité suffisante pour compléter les poteaux incendie. L'exploitant doit se rapprocher de l'Etat Major du SDIS pour définir la meilleure implantation des moyens en eau sur son site. L'exploitant disposait d'un délai jusqu'au 31 décembre 2011 pour détenir les moyens en eau nécessaires à l'extinction d'un incendie sur son site. Compte-tenu du fait qu'à l'heure actuelle, les moyens en eau nécessaires ne sont pas disponibles, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de disposer, sous 6 mois, des moyens en eau nécessaires à l'extinction d'un incendie se déclarant sur son site, soit 300 m ³ sur 2 heures (150 m ³ /h pendant 2 heures)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : entretien des moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 8.7.3
Thème(s) : Risques chroniques - entretien des moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : Ces équipements (<i>extincteurs et RIA</i>) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant prendra toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre.
Constats : Le registre de vérification des moyens de lutte contre l'incendie est présenté et tenu à jour. Les vérifications des extincteurs et des RIA y sont consignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales -étanchéité et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2011, article art 9.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Les cuves, filtres, canalisations, stockages... susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau, doivent être construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable. L'ensemble de ces installations doit être réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les capacités de rétention ainsi que les éventuels caniveaux associés sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.
Constats : Les capacités de rétention sont conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet